



Organe d'examen des politiques commerciales

MÉCANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

**COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE L'ORGANE D'EXAMEN
DES POLITIQUES COMMERCIALES**

GUYANA

Dispositions concernant la réunion d'examen

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article IV et à l'Annexe 3 de l'Accord sur l'OMC, l'Organe d'examen des politiques commerciales tiendra une réunion les 2 et 4 mars 2022 pour procéder au quatrième examen de la politique et des pratiques commerciales du Guyana (WTO/AIR/TPR/123).

2. La présente communication décrit les dispositions applicables à la réunion d'examen. À cet égard, l'attention est également appelée sur les procédures d'examen énoncées dans le règlement intérieur des réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales (WT/TPR/6/Rev.4).

1 QUESTIONS POSÉES PAR ÉCRIT AVANT LA RÉUNION ET PRINCIPAUX POINTS

3. Les Membres qui désirent poser des questions par écrit au Membre soumis à examen devraient le faire normalement au moins deux semaines avant la réunion d'examen, pour que les réponses soient prêtes à temps pour la première séance de la réunion. Pour l'examen annoncé, il conviendrait donc que ces questions soient communiquées à la Division de l'examen des politiques commerciales du Secrétariat (tprd@wto.org) **pour le mercredi 16 février 2022, 17h30**, au plus tard. Les délégations sont informées que le Guyana a opté pour la manière traditionnelle de transmettre les questions et réponses.

4. Conformément au règlement intérieur des réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales (WT/TPR/6/Rev.4, paragraphe 17), il est rappelé aux Membres qu'ils devraient regrouper leurs questions écrites sous les trois catégories suivantes pour faciliter les réponses: les questions qui concernent le rapport du Secrétariat (avec indication des numéros des paragraphes pertinents); celles qui portent sur le rapport du gouvernement (avec indication des numéros des paragraphes pertinents); et les autres questions.

5. Le Secrétariat identifiera les principaux points figurant dans les questions présentées au moins deux semaines avant la réunion d'examen, les affichera sur le site Web des Membres une semaine avant la réunion et distribuera une liste révisée des principaux points au cours de la première séance d'examen lorsque des questions reçues après le délai de deux semaines soulèvent des points sensiblement nouveaux. Les principaux points sont évoqués sur le site Web des Membres, sous la rubrique "Prochaines réunions: documents pour les réunions".

2 RÉPONSES DONNÉES PAR ÉCRIT PAR LE MEMBRE SOUMIS À EXAMEN

6. Le texte des réponses du Membre soumis à examen devrait être distribué par écrit; le Membre soumis à examen devrait présenter au début de la réunion d'examen ses réponses écrites aux questions préalables soumises dans le délai de deux semaines précédant le début de la réunion. Il devrait répondre aux questions soumises ultérieurement, si possible, avant le début de la deuxième séance. Pour les questions restées en suspens à la fin de la deuxième séance, des réponses écrites devraient être présentées au plus tard un mois après la réunion, le Président pouvant décider de laisser une certaine latitude aux Membres qui reçoivent un très grand nombre de questions.

7. Au cours des débats qui auront lieu à la réunion d'examen, le Membre soumis à examen pourra indiquer qu'il entend fournir des renseignements complémentaires par écrit sur des points spécifiques soulevés au cours de la réunion. Lorsqu'il recevra ces renseignements, le Secrétariat les réunira dans un document qu'il distribuera à tous les Membres.

3 PRÉSENTATEUR

8. En consultation avec le Membre dont la politique est examinée, le Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales peut choisir un présentateur qui présentera le sujet à l'Organe d'examen sous sa propre responsabilité. En ce qui concerne le Guyana, S.E. Mme Usha Dwarka-Canabady (Maurice) présentera les débats.

4 STRUCTURE DE LA RÉUNION

9. Les examens des politiques commerciales portent sur quatre grandes rubriques:

- a. évaluation de toute la gamme des politiques et pratiques commerciales des Membres;
- b. contexte pertinent: besoins généraux dans le domaine de l'économie et du développement, y compris l'environnement extérieur;
- c. incidence de la politique et des pratiques commerciales des Membres sur le fonctionnement du système commercial multilatéral; et
- d. observations générales à titre d'appréciation et d'évaluation.

10. Les réunions comprennent deux séances. La première est consacrée aux déclarations liminaires du Membre soumis à examen et du présentateur ainsi qu'aux observations et questions des participants. Le débat qui a lieu au cours de la seconde séance, consacrée aux réponses du Membre soumis à examen, est fondé sur les points principaux définis après la séance d'ouverture par le Président, le présentateur et le Secrétariat en consultation avec le Membre.

11. Conformément au règlement intérieur des réunions de l'OEPC (WT/TPR/6/Rev.4, paragraphe 21), la liste des intervenants suivra l'ordre dans lequel les questions auront été reçues par le Secrétariat et, dans le cas où plusieurs séries de questions auront été communiquées, c'est la dernière série qui déterminera l'ordre des orateurs. Les délégations n'ayant pas communiqué de questions écrites prendront la parole en deuxième position, suivant l'ordre dans lequel les représentants auront levé leur pancarte. Le jour précédant chaque réunion d'examen, le Secrétariat publiera sur le site Web des Membres de l'OMC une liste provisoire des intervenants pour la première séance de la réunion, à titre d'information préliminaire.

5 DOCUMENTATION ET DISPOSITIONS À L'INTENTION DE LA PRESSE

12. Les rapports présentés par le Membre soumis à examen et le Secrétariat sont reproduits dans les documents ci-après:

WT/TPR/G/422 Rapport du Guyana

WT/TPR/S/422 Guyana: Rapport du Secrétariat

13. L'embargo pour la presse concernant l'examen du Guyana sera levé à 14 heures (heure de Genève), le 2 mars 2022.

6 COMPTE RENDU

14. Le compte rendu de la réunion sera distribué sous forme de projet aux Membres pour qu'ils formulent des observations sur leurs propres déclarations et il sera affiché sur le site Web de l'OMC.
